

● (1420)

Je ne sais vraiment pas si nous aurons besoin de 300 ou de 500 personnes, mais ce qui m'inquiète—et ce que les gens du Nouveau-Brunswick commencent à examiner—c'est que si nous allons recruter ces personnes qui s'occupent déjà des programmes en vigueur pour les embaucher dans ce nouvel organisme, on aura bien du mal à convaincre les gens du Nouveau-Brunswick que ces programmes viennent s'ajouter à tous ceux qui existent déjà.

Parfois, nous devons écouter attentivement ce qu'on dit et aussi ce qu'on ne dit pas. S'il s'agit de fonds nouveaux, ils viennent s'ajouter à quels autres? S'ils s'ajoutent à ceux que le gouvernement actuel a déjà dépensés dans les provinces de l'Atlantique, il ne s'agit pas alors de fonds nouveaux, car c'est moins que ce qu'on y a dépensé les années passées. S'il s'agit de fonds nouveaux, je tiens à savoir à quels autres fonds ils s'ajoutent et s'ils vont comprendre les programmes conjoints, si une partie de cet argent va servir à des programmes conjoints fédéraux-provinciaux, ou s'il s'agit de 200 millions de dollars par an en plus de ce qui aurait dû être dépensé et qui était déjà dépensé avant 1984, comme l'ont signalé les sénateurs Olson et MacEachen.

En terminant, je dirai qu'il y a des possibilités. Le leader du gouvernement redonne espoir aux habitants des provinces de l'Atlantique. C'est ce que vous avez fait en 1984 et vous les avez amèrement déçus. Nous acceptons votre nomination, nous acceptons les 200 millions de dollars, mais nous attendons un an pour nous réjouir.

Le sénateur Olson: Commencez par agir.

L'honorable M. Lorne Bonnell: Honorables sénateurs, je manquerais à mes devoirs de sénateur si je ne félicitais pas le sénateur Murray d'avoir accepté cette tâche. Le sénateur Murray comprend bien les provinces de l'Atlantique, et bien qu'il représente une circonscription de l'Ontario, son cœur demeure là-bas. Le premier ministre n'aurait pas pu faire un meilleur choix, sauf s'il m'avait choisi.

Des voix: Bravo!

Le sénateur Frith: Vous êtes le numéro deux. Ce n'est pas si mal.

Le sénateur Bonnell: En tant que leader du gouvernement, le sénateur Murray accomplit ici de la bonne besogne. Quand il répond aux questions, il demeure calme et répond aimablement; nous l'aimons tous. Cependant, il y a une chose qui m'attriste un peu. Il devra maintenant passer beaucoup de temps dans les provinces atlantiques en raison de l'extrême gravité des problèmes qu'elles connaissent. Je lui recommande de demander au premier ministre de nommer le sénateur Doody ou le sénateur Phillips membre du gouvernement, sans nécessairement leur confier de portefeuille, pour que le Sénat puisse obtenir des réponses et être tenu au courant de ce qui se passe.

Des voix: Bravo!

Le sénateur MacEachen: Pourquoi pas les deux?

Le sénateur Bonnell: Je crois que nous, au Sénat, méritons qu'il y ait toujours quelqu'un ici en mesure de répondre aux questions, pour le compte du gouvernement. Cependant, je ne voudrais pas que le sénateur Murray passe tout son temps au Sénat parce que ce qu'il a à accomplir dans les provinces

atlantiques est très important pour ramener cette région oubliée au sein de la Confédération.

L'autre jour, lorsque nous discutons de l'Accord du lac Meech, j'ai pensé que si j'étais premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, je déclarerais : «Oui, je désire un statut spécial pour l'Île-du-Prince-Édouard». J'adopterais cette position parce que de mon île, je ne peux même pas visiter la province voisine, le Nouveau-Brunswick, sans avoir à déboursier seulement pour y mettre le pied. Si j'habitais l'Ontario, je pourrais me rendre au Manitoba et si j'étais Manitobain, je pourrais me rendre en Saskatchewan ou aller en Ontario. Je ne peux même pas avoir le privilège de faire venir un de mes amis de Nouvelle-Écosse pour me voir sans qu'il doive payer pour traverser d'une province à l'autre. Mais quelqu'un de Colombie-Britannique peut aller en Alberta, et cela ne lui coûte pas un sou. En tant qu'habitant de l'Île-du-Prince-Édouard, j'ai besoin d'un statut spécial, comme les Terre-neuviens d'ailleurs, pour pouvoir être sur un pied d'égalité avec le reste du Canada. Je dirai au leader du gouvernement au Sénat que, avec ce 1,05 milliard de dollars, la première chose que nous devrions faire, c'est d'avoir la péréquation du système de transport dans ces deux provinces, Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Édouard, comme l'a promis la Confédération, et retirer ce droit pour que je puisse voyager librement d'une province à l'autre comme je devrais pouvoir le faire de la même manière que tous les autres Canadiens.

Après quoi, il nous resterait peut-être quelques dollars pour faire autre chose. Je proposerais ensuite un pipe-line, pour donner un statut spécial à l'Île-du-Prince-Édouard. Le gazoduc de Transcanada Pipelines alimente en gaz bon marché l'Ontario, la Saskatchewan et le Manitoba, et comme j'habite l'Île-du-Prince-Édouard je dois payer le gaz au prix fort. Par conséquent, ce que vous pourriez faire ensuite avec ce 1,05 milliard de dollars, c'est veiller à ce que nous soyons alimentés en gaz dans l'Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve au même prix qu'en Saskatchewan et en Alberta.

Ensuite, monsieur le Ministre, vous devriez vous occuper des transports. Vous avez supprimé les chemins de fer dans l'Île-du-Prince-Édouard et à Terre-Neuve. Nous devrions peut-être être dotés maintenant d'un réseau routier moderne pour pouvoir transporter nos produits. Je vous le dis, monsieur le Ministre, avant de faire quoi que ce soit d'autre avec ce 1,05 milliard de dollars, vous devriez peut-être améliorer le statut de ces deux provinces de façon que nous soyons à mi-chemin de l'égalité avec les autres provinces, à défaut de nous accorder un statut spécial.

Vous devriez ensuite vous occuper de protéger nos pêcheries pour que nous ne laissions pas les Français ou les Américains s'en emparer. Peut-être si on réglait cette question, nous finirions peut-être par être un peu plus à égalité avec le reste du Canada, avant qu'on ne commence à dépenser le reste de cet argent.

Par conséquent, monsieur le Ministre, si j'avais été le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard pendant les négociations sur l'Accord du Lac Meech, j'aurais déclaré: